

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

ILE DE LOISIRS DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	4
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	6
Annexe 1 - Avenant convention SQY	7
Annexe 2 - Statuts du Syndicat Mixte Ouvert de l'IDL de Saint-Quentin-en-Yvelines	10

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Soutien exceptionnel en fonctionnement au SMEAG de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Par délibération n° CR 2023-070 des 20 et 21 décembre 2023, la Région a décidé de se retirer du SMEAG de l'île-de-loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines, suite au retrait successif du conseil départemental des Yvelines et de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Par arrêté préfectoral N° 78-2025-09-25-00003 du 25 septembre 2025, il a été mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat mixte à compter du 1er octobre 2025, afin de procéder aux opérations de liquidation de l'actif et du passif du syndicat conformément aux dispositions de l'article L.5211-25-1.

Pour accompagner la dissolution du SMEAG et assurer la continuité des activités de l'île de loisirs avant la prise d'effet du contrat de concession de service public le 1er octobre dernier, la Région a voté en sa faveur, par délibération CP N° 2025-158 du 19 juin 2025, un montant de 1M€ constituant une première avance sur le solde de liquidation. Elle a également approuvé la signature d'une convention dédiée.

Il vous est proposé de voter une seconde avance sur liquidation d'un montant de **0,3 M€** et d'approuver un avenant à ladite convention, tel que présenté en annexe 1 à la délibération.

2. Adoption des statuts du nouveau syndicat mixte

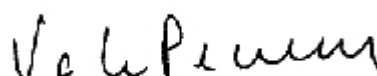
Le SMEAG dissous laissera place dans quelques mois à un nouveau syndicat mixte constitué uniquement de la Région et de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines. Il est proposé d'adopter ses statuts tels que présentés en annexe 2 à la présente délibération. Ceux-ci prévoient notamment des contributions égalitaires de chaque membre.

3. Affectation de crédits pour le versement de la COSP

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de **175.490 €** pour le versement de la COSP au nouveau délégataire au titre du 1^{er} trimestre 2026 (mois de février, mars et solde du mois de janvier) conformément aux engagements contractuels résultant du nouveau contrat de concession approuvé par délibération CP 2025-206 du 9 juillet 2025.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 20 NOVEMBRE 2025

ILE DE LOISIRS DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°78-2025-09-0003 portant mise en fin de compétence du Syndicat Mixte d'Etudes, d'Aménagement et de Gestion (SMEAG) de l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines ;

VU la délibération n° CR 28-96 du 29 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la Région Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégation d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CR 2023-070 des 20 et 21 décembre 2023 relative au retrait de la Région du SMEAG de l'île de loisirs des Saint-Quentin-en-Yvelines ;

VU la délibération n° CP 2024-172 du 28 mars 2024, relative à l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines ;

VU la délibération n° CP 2025-158 du 19 juin 2025 relative à l'affectation d'autorisations de programme et d'engagement au profit des îles de loisirs – 3^{ème} rapport pour l'année 2025 ;

VU l'article 2 de la délibération N° CP 2025-206 du 9 juillet 2025 concernant l'autorisation de signature du contrat de délégation de service public de l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines ;

VU les statuts du SMEAG de l'Île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines ;

VU la convention de mise à disposition des biens immeubles régionaux de l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines ;

VU l'avis de la commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-339 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien exceptionnel au SMEAG de Saint-Quentin-en-Yvelines

Approuve l'avenant 1 à la convention avec le SMEAG de l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines pour la contribution financière de fonctionnement détaillé en annexe 1 à la présente délibération et autorise la Présidente à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **300 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, Sports et Loisirs », fonction 33 « Jeunesse (action socio-éducative) et Loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes » au titre du programme HP 338-002 « Charges diverses liées aux îles de loisirs », action 13300201 « Frais de gestion des îles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire », du budget 2025.

Article 2 : Adoption des statuts du nouveau syndicat mixte

Approuve les statuts du nouveau SMEAG formé par la Région et la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, tels que présentés en annexe 2 à la présente délibération.

Article 3 : Affectation de crédits pour le versement de la COSP

Décide d'affecter une dotation de **175.490 €** pour le financement de la COSP au titre du 1^{er} trimestre 2026 tel que prévu dans le nouveau contrat de concession approuvé par délibération CP 2025-206 du 9 juillet 2025. Cette dotation est imputée sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, Sports et Loisirs », fonction 33 « Jeunesse (action socio-éducative et Loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes » au titre du programme HP 338-002 « Charges diverses liées aux îles de loisirs », action 13300201 « Frais de gestion des îles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire », du budget 2025.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Avenant convention SQY

<p style="text-align: center;">AVENANT A LA CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE SYNDICAT MIXTE D'ETUDES, D'AMENAGEMENT ET DE GESTION (SMEAG) DE LA BASE DE LOISIRS ET DE PLEIN AIR DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES POUR LA CONTRIBUTION FINANCIERE DE FONCTIONNEMENT</p>

- ENTRE** La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
Représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2025-339 du 20 novembre 2025,
Ci-après dénommée « la Région » d'une part,
- ET** Le Syndicat Mixte d'Etudes, d'Aménagement et de Gestion de la base de plein air et de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines
Dont le statut juridique est : Syndicat mixte - N° SIRET : 257800037 - 00034
Dont le siège social est situé Route départementale 912, Rond-point Eric Tabarly - 78190 TRAPPES
Représentée par sa présidente, Madame Sylvie PIGANEAU,
ci-après dénommé « le SMEAG » d'autre part,

EXPOSÉ DES MOTIFS

Pour accompagner la dissolution du SMEAG et assurer la continuité des activités de l'île de loisirs avant la prise d'effet du contrat de concession de service public le 1er octobre dernier, la Région a, par délibération CP N° 2025-158 du 19 juin 2025, approuvé la signature d'une convention dédiée avec le SMEAG qui prévoyait notamment un montant de 1 M€ constituant une première avance sur le solde de liquidation. Le besoin de financement du SMEAG a depuis été réévalué.

ARTICLE 1

L'article 1 est modifié comme suit :

Dans le premier alinéa, « 1 000 000 € » est remplacé par « 1 300 000 € ».

Dans le second alinéa « En cas de dissolution confirmée du SMEAG et en application du protocole d'accord qui serait alors acté par arrêté préfectoral, cette contribution serait ajustée en conséquence » est remplacé par « Dans le cadre de la dissolution du SMEAG et en application du protocole d'accord qui sera acté par arrêté préfectoral, cette contribution sera ajustée en conséquence ».

ARTICLE 2

Dans le premier alinéa « Le versement de la subvention régionale est effectué en une fois sur demande du bénéficiaire » est remplacé par « Le versement de la subvention régionale est effectué en deux fois sur demande du bénéficiaire ».

Dans le second alinéa « sous forme d'un versement unique » est remplacé par « en deux versements » et « ce versement » par « ces versements ».

ARTICLE 3

Les autres stipulations de la convention restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour *le SMEAG*
(Nom et Fonction du signataire)

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

(signature et cachet)

Annexe 2 - Statuts du Syndicat Mixte Ouvert de l'IDL de Saint-Quentin-en-Yvelines

STATUTS DU SYNDICAT MIXTE OUVERT
DE L'ÎLE DE LOISIRS DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES
(PROJET)

Préambule

Les membres du syndicat mixte expriment leur volonté d'assurer une gouvernance équilibrée et partagée du syndicat. À ce titre, ils conviennent que la présidence a vocation à s'exercer de manière alternée entre la Région Île-de-France et la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, dans un esprit de coopération et de représentation conjointe. La vice-présidence est, quant à elle, confiée à un élu représentant la collectivité qui n'exerce pas la présidence.

Compte tenu de la vocation régionale de l'île de loisirs et du fait que la Région est propriétaire de la majorité du foncier, la première présidence sera exercée par un élu représentant la Région Île-de-France, avant que ne s'installe le principe d'alternance.

ARTICLE 1 – Membres

En application des articles L. 5721-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il est constitué un syndicat mixte ouvert dénommé "Syndicat Mixte de l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines".

Le syndicat est constitué des membres suivants :

- La Région Île-de-France,
- La Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Il peut être élargi à de nouveaux membres, selon les règles définies à l'article 5 des présents statuts.

Pour tout sujet relatif au fonctionnement du syndicat mixte dont le règlement ne serait pas prévu par les présents statuts, il sera fait application du règlement intérieur et des dispositions du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 2 – Objet

Le syndicat a pour objet, dans le cadre des règlements en vigueur, l'étude et la réalisation des opérations d'aménagement de l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines, la gestion des activités de loisirs, sportives, culturelles, environnementales et touristiques proposées sur cette île ainsi que la protection du patrimoine naturel que représente la réserve naturelle nationale incluse dans son périmètre.

ARTICLE 3 – Sièg

Le siège du syndicat se situe à l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines, Rond-Point Eric Tabarly, route départementale 912, 78190 TRAPPES-EN-YVELINES.

ARTICLE 4 – Durée et dissolution

Le syndicat est créé pour une durée illimitée.

Il peut cependant être dissous conformément aux dispositions de l'article L. 5721-7 du CGCT.

La dissolution est formalisée par un arrêté du représentant de l'État dans le département siège

du syndicat, qui détermine, dans le respect du droit des tiers et des dispositions des articles L. 5211-25-1 et L. 5211-26 du CGCT, les conditions de liquidation.

Pour l'application du deuxième alinéa de l'article L. 5721-7 du CGCT, la dissolution du syndicat à la demande de ses membres nécessite l'accord de la Région Île-de-France et de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines.

En cas de fin anticipée d'une délégation de service public relative à la gestion de l'île-de-loisirs, ou de son non-renouvellement à son terme contractuel, les assemblées délibérantes de la Région Île-de-France et de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines se prononcent sur la continuité du syndicat et les modalités de poursuite de ses missions.

Lorsqu'un membre adopte dans ce cadre une délibération exprimant qu'il ne souhaite pas poursuivre sa participation au syndicat, ce retrait est constaté sans vote par une délibération du comité syndical, prenant acte du départ du membre concerné, sans qu'il soit fait application des conditions de majorité prévues à l'article 5.2 des présents statuts. Ce point est inscrit à l'ordre du jour de la séance qui suit la réception de la délibération du membre sortant par le président du syndicat. Dans cette hypothèse de retrait, les obligations financières prévues à l'article 5.2 demeurent applicables au membre concerné.

ARTICLE 5 – Adhésion et retrait

5.1 Adhésion

La demande d'adhésion d'un membre est exprimée par délibération de son assemblée délibérante compétente (Conseil, Bureau, Commission permanente...) et notifiée au Président du syndicat mixte. Le Président du syndicat mixte transmet sans délai la délibération concernée à l'exécutif de l'ensemble des membres.

L'organe délibérant de chaque membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur cette adhésion, à compter de la réception de la délibération notifiée par le Président du syndicat. L'absence de délibération dans ce délai vaut acceptation de la demande d'adhésion.

L'adhésion est refusée si la demande n'a pas recueilli l'approbation d'au moins la moitié des membres du syndicat mixte.

Lorsque la demande d'adhésion a recueilli l'approbation de la majorité des membres du syndicat mixte, elle doit être confirmée par un vote du comité syndical à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante.

5.2 Retrait

La demande de retrait d'un membre est exprimée par délibération de son assemblée délibérante compétente (Conseil, Bureau, Commission permanente...) et notifiée au Président du syndicat mixte qui inscrit cette demande à l'ordre du jour de la prochaine assemblée du comité syndical qui suit la réception de cette délibération.

Le retrait du membre concerné est soumis à la majorité absolue des suffrages exprimés au sein du conseil syndical avec voix prépondérante du Président en cas d'égalité des voix.

Le retrait d'un membre du syndicat se fait dans les conditions prévues à L. 5211-25-1 du Code général des collectivités territoriales.

En cas de retrait, le membre concerné demeure tenu au paiement de l'intégralité de sa contribution financière statutaire pour l'année civile au cours de laquelle son retrait est accepté,

ainsi que pour l'année civile suivante.

Lorsque le retrait d'un membre entraîne la dissolution du syndicat, il est procédé à la liquidation de celui-ci conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Dans ce cadre, les engagements financiers pluriannuels contractés par le syndicat avant la dissolution sont répartis entre les membres, sauf stipulation ou accord contraire, à parts égales.

ARTICLE 6 – Le comité syndical

6.1 Composition

Le syndicat est administré par un comité syndical de 4 représentants dont les sièges sont répartis entre les différents membres ci-dessous :

- Région Ile-de France : deux représentants,
- Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines : deux représentants.

Les assemblées délibérantes des membres désignent respectivement leurs représentants et autant d'élus titulaires que de suppléants.

La durée des fonctions des représentants au comité syndical est identique à celle du mandat des élus de l'assemblée délibérante de la collectivité ou du groupement de collectivités qu'ils représentent. En cas de démission de tous les représentants en exercice, leur mandat est prolongé jusqu'à la désignation des nouveaux représentants.

Le comité syndical est renouvelé partiellement après chaque renouvellement général des conseils municipaux et régionaux.

Lors du renouvellement de l'organe délibérant d'un membre du Syndicat, ce dernier dispose d'un délai de deux (2) mois pour désigner ses nouveaux délégués titulaires et suppléants.

En cas de vacance parmi les délégués titulaires et suppléants d'un membre pour quelque cause que ce soit, ce membre pourvoit à leur remplacement à la plus proche séance de leur assemblée délibérante.

Les élus titulaires peuvent se faire représenter par les élus suppléants de leur collectivité.

6.2 Attributions

Le comité syndical administre par ses délibérations les affaires relevant de la compétence du syndicat, tel que précisées à l'article 2, et élabore son règlement intérieur qui précise les modalités d'application des présents statuts.

Le comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions au Président du comité syndical à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances ;
- de l'approbation du compte administratif ;
- des dispositions à caractère budgétaire prises à la suite d'une mise en demeure ;
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat ou des modifications des statuts et du règlement intérieur ;
- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public ou un groupement de collectivités territoriales ;

- de la délégation de la gestion d'un service public.

6.3 Lieu des réunions

Le comité syndical se réunit au siège du syndicat ou dans un lieu choisi par lui sur le territoire géographique des membres.

Le Président peut également décider que le comité syndical se tient en plusieurs lieux, par visioconférence dans le respect des dispositions applicables aux établissements publics de coopération intercommunale.

6.4 Quorum

Le comité syndical ne peut valablement délibérer que lorsque plus de la moitié des représentants le composant est présente. Les pouvoirs écrits donnés aux représentants présents ne sont pas pris en compte dans le calcul du quorum.

Lorsque des titulaires de chaque membre sont absents, des suppléants peuvent les remplacer.

Chaque représentant peut donner pouvoir à un autre représentant présent, quel que soit le membre qui l'a désigné. Un représentant ne peut recevoir qu'un seul pouvoir.

Si le quorum n'est pas atteint, le comité syndical est à nouveau convoqué à trois jours d'intervalle. Les délibérations prises au cours de cette deuxième réunion sont valables sans condition de quorum.

6.5 Délibérations

Le comité syndical se réunit sur convocation de son Président au moins une fois par semestre. Il peut également être réuni sur la demande de la moitié de ses membres. La convocation est adressée au moins cinq jours francs avant la réunion et elle est accompagnée de l'ordre du jour.

Sauf exceptions prévues dans les présents statuts, les délibérations du comité syndical sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

6.6 Remboursement de frais

Les membres du comité syndical ont le droit au remboursement des frais qui nécessitent l'exécution de leurs mandats, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7 – Le Président et le Vice-Président

7.1 Désignation et attributions du Président

Le Président est l'exécutif du syndicat mixte. Il prépare et exécute les délibérations du comité syndical. Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes du Syndicat. Il convoque les réunions du comité syndical, préside les débats, signe les contrats et tous les actes administratifs. Il représente le syndicat mixte en justice sur délibération du comité syndical.

Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions au vice-président. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au directeur des services

Il est élu par l'ensemble des membres du comité syndical pour une durée de quatre (4) ans.

L'élection se déroule au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est déclaré élu.

En cas de renouvellement général de l'assemblée délibérante dont relève le Président en exercice, son mandat prend fin de plein droit et il est procédé à une nouvelle élection pour la durée restant à courir du mandat de quatre ans.

En cas d'empêchement ou de démission du Président en cours de mandat, il est procédé, dans les mêmes conditions, à une nouvelle élection pour la durée du mandat restant à courir, parmi les représentants de la même personne morale que celle à laquelle appartenait le Président empêché ou démissionnaire.

A partir de l'installation de l'organe délibérant et jusqu'à l'élection du Président du Comité syndical, les fonctions de Président sont assurées par le doyen d'âge. Il sera procédé ainsi à chaque renouvellement du Comité syndical, y compris lors du renouvellement partiel faisant suite au renouvellement général de l'assemblée délibérante de l'un de ses membres,

7.2 Désignation et attributions du Vice-Président

L'exécutif est composé du Président et d'un Vice-Président.

Le Vice-Président est élu par l'ensemble des membres du comité syndical pour la même durée que le président en exercice.

Les conditions d'élection et de remplacement en cours de mandat sont identiques à celles du Président.

Le Vice-Président peut recevoir délégation du Président pour l'exercice d'une partie de ses fonctions conformément à l'article L.5211-9 du CGCT. Le Vice-Président remplace le Président dans toutes ses fonctions en cas d'empêchement de ce dernier.

ARTICLE 8 – Dispositions financières – Contributions des membres

Le budget pourvoit à toutes les dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires à la réalisation de l'objet du syndicat mixte.

Les dépenses de fonctionnement comprennent l'ensemble des dépenses correspondant au fonctionnement courant de l'île de loisirs, relatives notamment aux frais de personnel et d'administration générale, ainsi qu'aux éventuels contrats conclus pour son exploitation.

Les recettes du budget du Syndicat Mixte comprennent :

- 1) la contribution annuelle des membres du Syndicat Mixte ;
- 2) le revenu des biens meubles et immeubles du Syndicat Mixte ;
- 3) le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
- 4) les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des entreprises, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- 5) les subventions de l'Union européenne, de l'Etat, de la Région, du département, des communes

et autres collectivités et organismes publics ;
6) le produit des dons et legs ;
7) toute autre ressource autorisée par la réglementation en vigueur.

Les contributions statutaires constituent des dépenses obligatoires pour les budgets des Membres. Elles sont constituées par les contributions au fonctionnement courant de l'île, notamment celles des éventuels contrats conclus pour son exploitation, et par les subventions d'investissement nécessaires au développement de l'île de loisirs, en particulier celles qui seraient prévues par les mêmes contrats

Par dérogation à ce qui précède, tout projet dont le coût total excède quatre millions d'euro T.T.C (4 000 000 € T.T.C.) fait l'objet de modalités de financement spécifiques déterminées d'un commun accord entre les membres du Syndicat.

Le montant de la contribution des membres est fixé chaque année au moment du vote du budget par délibération du comité syndical. Ce montant est réparti de manière égalitaire entre les membres.

ARTICLE 9 – Comptabilité

Les fonctions de trésorier du Syndicat Mixte sont exercées par le comptable public désigné par le directeur départemental des finances publiques du siège du Syndicat Mixte.

ARTICLE 10 – Personnel

Le Syndicat Mixte exerce ses missions avec l'appui de personnel mis à disposition par ses membres.

Chaque membre peut mettre à disposition, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, des agents relevant de ses effectifs afin de contribuer au fonctionnement du Syndicat.

À défaut de mise à disposition suffisante pour permettre l'exercice normal de ses compétences, le Syndicat, après délibération du conseil syndical, peut recruter du personnel propre dans les conditions de droit commun applicables à la fonction publique territoriale.

ARTICLE 11 – Règlement Intérieur

Le règlement intérieur est adopté par le comité syndical dans les six mois qui suivent son installation ou son renouvellement. Il peut être modifié en tant que de besoin.

Il définit les modalités de fonctionnement du comité syndical.

ARTICLE 12 – Modification des statuts

Le comité syndical délibère sur toute modification aux présents statuts à la majorité absolue.

Toutefois les modifications statutaires portant sur les articles 2, 4, 5 et 8 doivent faire l'objet de délibérations concordantes adoptées par l'ensemble des membres du syndicat et d'une délibération du comité syndical à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés

L'organe délibérant de chaque membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. Le silence vaut acceptation de la demande de modification statutaire.